

MORALISER LE CAPITALISME OU CHANGER LE SYSTÈME...

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Septembre 2009

A lors que des milliers de salariés ont été licenciés cet été, que plusieurs centaines de milliers de jeunes sortent du système scolaire sans perspectives d'emplois, le débat de l'été a principalement porté sur les bonus des traders. A l'origine, l'annonce de BNP Paribas de mise en réserve d'une somme d'1 milliard d'euros pour la rémunération des primes sur résultats de 17 000 de ses salariés, soit en moyenne 59 000 euros par salarié. A lire les déclarations des uns et des autres, de la gauche bien pensante au président de la République, la rémunération des « traders » constitue le problème n°1 actuel.

Si on comprend que le sujet inquiète le Président compte tenu de son discours de rentrée d'il y a un an : *« Si l'on veut reconstruire un système financier viable, la moralisation du capitalisme financier est une priorité ? Je n'hésite d'ailleurs pas à dire que les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être désormais encadrés. Il y a eu trop d'abus. Il y a eu trop de scandales »*, il faut surtout considérer qu'il s'agit d'une nouvelle campagne de Pub où Sarkozy souhaite être considéré comme étant à l'écoute des classes populaires en dénonçant les salaires exorbitants de quelques-uns.

Salaire des traders, l'arbre qui cache la forêt...

Le vrai problème n'est pas le salaire des traders mais réside dans le fait que l'ensemble de l'économie est aspiré par la sphère financière. Aujourd'hui, tous les grands groupes industriels ont les yeux rivés sur les cours de bourses, les résultats financiers dépassant globalement les résultats tirés de la production. Les conséquences pour les salariés sont bien connues : entreprises vendues à des fonds de pension dont l'atteinte des objectifs nécessitent de pressurer un maximum les salariés, annonce de licenciements pour faire monter les cours de bourse ou encore fermeture pure et simple d'entreprises rentables, mais pas assez au goût des actionnaires.

TOUS ENSEMBLE
ON PEUT CHANGER
LA FACE DU MONDE !



A partir de ce constat, au moins trois orientations politiques se dégagent. Celle des libéraux de tous bords, pour qui la priorité est de sauver le système et les profits, à grand coups de subventions publiques et de plans de licenciements, celle de la « gauche » de gouvernement qui souhaite que la crise permette de négocier un nouveau compromis social autour d'un projet industriel à la française et celle des révolutionnaires et militants anticapitalistes, convaincus qu'il est nécessaire de changer un

système économique en faillite.

Nouvelle Politique Industrielle, vers une nouvelle impasse pour les luttes...

A leurs manières, ces orientations traversent aussi le mouvement syndical. Faut-il négocier une extension du chômage partiel ou organiser la lutte contre les licenciements ? Faut-il explorer les voies de la reconversion industrielle ou se battre pied à pied contre les fermetures de site ? A l'heure de la rentrée sociale, les discours syndicaux prônent désormais la nécessité d'une nouvelle politique industrielle. Au-delà du fait que cela sent à plein nez une nouvelle forme de la célèbre formule du « produisons français », le plus inquiétant reste que les directions des confédérations ne veulent toujours pas en cette rentrée tirer le bilan de leurs stratégies. Les salariés n'ont jamais rien gagné par des journées d'actions dispersées, entrecoupées de négociations bidon.

L'enjeu de cette rentrée n'est pas de rechercher un compromis autour d'une nouvelle politique industrielle mais bien d'œuvrer à la construction du Tous Ensemble des victimes de la crise. Salariés du Privé comme du Public, retraités, travailleurs sans emplois, étudiants et lycéens, unissons nos luttes pour gagner sur nos revendications, préparons une autre société qui rompe une bonne fois pour toute avec la logique du profit.

Le 2 septembre 2009.

LES VOYOUS, C'EST PAS EUX !

Le 1^{er} septembre, le tribunal de Compiègne a condamné 6 ouvriers de l'usine Continental de Clairoux - dont le secrétaire de la CGT - à des peines de 3 à 5 mois de prison avec sursis. Dans le cadre de leur lutte emblématique contre la fermeture de leur usine et le licenciement de ses 1 120 salariés, on leur reprochait d'avoir dégradé des bureaux de la sous préfecture, avec environ 200 salariés, lors d'une manifestation en avril dernier.

Pourtant, aucune poursuite n'a jamais été engagée contre les dirigeants de Conti, alors que leurs décisions vont avoir des conséquences terribles pour des milliers de familles et la vie de toute une région. Alors qu'aucune procédure n'a été engagée pour récupérer les subventions publiques versées à Conti au non de la sauvegarde de l'emploi, les 6 condamnés repasseront au tribunal, en novembre, où ils risquent d'être condamnés à payer 50.000 euros de dommages et intérêts.

Ces condamnations ne sont qu'une vengeance pour faire payer à tous les Conti les reculs importants qu'ils ont été capables d'imposer à leur direction et une menace adressée à tous les travailleurs qui refusent de courber l'échine.

NE PAS GRIPPER LES PROFITS

Le gouvernement s'inquiète, paraît-il, d'une éventuelle pandémie de grippe A, mais se préoccupe surtout de la santé des profits qu'il accapare. En cas d'épidémie, une circulaire du ministère du travail précise que les patrons auront le droit d'aménager les conditions de travail "en cas d'urgence" : possibilité de suspendre des repos, de déroger aux durées maximales de travail, de recourir aux heures supplémentaires... Mais le risque de contamination au travail ne sera pas pour autant considéré comme « risque professionnel ». Ce qui a pour conséquence que son « droit de retrait ne peut en principe trouver à s'exercer » !

TAXE CARBONE : NOUVEAU RACKET EN PERSPECTIVE

C'est officiel : la taxe carbone de Rocard sera appliquée dès 2010, avec au menu une « douloureuse » qui pourrait se chiffrer à quelques 300 euros par an pour de nombreux ménages. Cette taxe profondément injuste vise à faire payer les salariés qui en particulier se servent de leur véhicule pour aller travailler, qui n'ont pas les moyens d'isoler leur maison ; tout en libérant les patrons - qui sont quand même souvent les vrais pollueurs - de la taxe professionnelle. Dans tout ça l'écologie n'est que le cache sexe d'une politique en faveur des patrons.

Baisser de 80 à 95% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 exige des changements économiques, sociaux et structurels profonds. Pour faire face aux défis climatiques qui nous attendent, il est urgent de prendre des mesures radicales : transports en commun gratuits et de qualité, plan de réhabilitation des logements mis en œuvre par un nouveau service public du logement et financé grâce aux surprofits des compagnies pétrolières et gazières, programme public de développement de l'énergie solaire financé par la réorientation des crédits actuellement alloués au nucléaire, remise en cause de l'éloignement domicile-travail, de l'éclatement au niveau mondial du processus de production qui fait exploser le transport et le rejet de CO2.

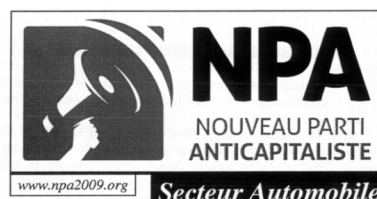
RALENTIR : ÉCOLE !

Le système scolaire n'est pas au mieux de sa forme. La volonté farouche des ministres des gouvernements successifs de vouloir réformer n'a jamais eu les effets escomptés. Méthode globale, réforme Aubry, CPE, dégraissage du Mammouth et autres outils destinés à « réparer ce qui marche » sont autant d'échecs avérés. L'Oscar 2009 a été décerné à la suppression de 13 500 postes. Vendre l'école aux industriels est l'ultime avatar d'une politique de casse du service public de formation de citoyens qu'est l'éducation nationale.

Pour l'école aussi, l'imparfait est le temps idoine pour conjuguer « qualité » et « productivité ». Des milliers de jeunes en situation d'échec scolaire poursuivent malgré eux leur progression de classe en classe. Les statistiques de l'éducation nationale doivent être irréprochables, lisses, aucun redoublement, le « bac pour tous » : voici l'alpha et l'oméga de l'école moderne.

Ces jeunes arrivent au bout du cursus et échouent alors sur le marché de l'emploi. Le plus souvent, ils viennent grossir les cohortes de chômeurs. Ainsi cette année, c'est 600 000 de plus. Une bonne moitié songe cependant à rester une année de plus à l'école, histoire de rester à l'abri dans ces temps de crise.

Dans une période confuse, où l'âge de la retraite s'éloigne et le financement de celles-ci devient incertain, les peurs qu'expriment les jeunes mettent en exergue ce paradoxe digne d'un sujet de philo pour le magicien David Copperfield !



AUTOMOBILE : LEUR FAILLITE ET LEUR CRISE

OÙ VA L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ?



CONSTRUISONS LA RIPOSTE !

Juin 2009

Prix 0,50€

Brochure
du NPA
Automobile
en vente aux
portes de
l'usine
mercredi
prochain -
Prix 0,50€

Pour nous contacter : didier.laforets@free.fr
06 33 57 76 08 <http://www.npa2009.org>